

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 AOÛT 1908.

Proposition de loi tendant à provoquer une nouvelle réunion des Puissances signataires de l'Acte de Berlin.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La Conférence de Berlin a considéré son œuvre comme perfectible, le principe de solidarité qu'elle renferme comme susceptible d'une expansion progressive. Comme il en est de la Conférence de La Haye, comme il en est de la Conférence internationale pour la protection du travail, sa grandeur est non seulement dans ce qu'elle a accompli, mais dans ce qu'elle renferme en puissance et que l'avenir doit dérouler et réaliser. « Lorsque le mouvement sera imprimé, dit l'annexe au VIII^e protocole, et que de sérieux progrès auront été accomplis, des perspectives de nécessités nouvelles viendront probablement à se révéler, et le moment pourra arriver, où une sage prévoyance demandera la revision d'un régime qui avait été surtout adopté à une période de création et de transformation. »

On n'y met d'autre condition que celle de l'accord unanime des Puissances éclairées par les faits. Les leçons de l'expérience devaient suffire pour assurer la conciliation de la conservation et du progrès, des exigences de l'avenir et du respect des décisions originaires. C'est ainsi qu'on inscrivit la disposition suivante : « Les Puissances signataires du présent acte se réservent d'y introduire ultérieurement, et d'un commun accord, les modifications et améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience ». C'est cette disposition que nous invoquons.

La Conférence de Bruxelles de 1889-1890 est déjà un élargissement de la Conférence de Berlin. Non seulement elle organise systématiquement la répression de la traite, non seulement elle modifie le régime douanier, mais elle renferme de nouvelles dispositions protectrices des indigènes. Les

stations de répression de la traite deviennent des refuges, non seulement pour les tribus noires de l'État de qui le refuge relève, mais aussi pour toutes les autres en cas de danger imminent. La protection s'internationalise alors. Elles ont même pour mission de diminuer les guerres intestines entre les tribus, en les faisant recourir à l'arbitrage. L'arbitrage généralisé au sein des peuplades indigènes, a-t-on songé aux obligations qui en dérivent pour les nations colonisatrices ? Aujourd'hui l'organisation des milices indigènes et leur action répressive ou préventive, leur fidélité aux blancs, reposent surtout sur l'antagonisme des tribus, qu'exploitent odieusement les blancs eux-mêmes. Réaliser par l'arbitrage la paix entre elles en échappant à leur coalition, à leur révolte générales, c'est prendre solennellement l'obligation de faire régner dans le continent noir la justice et l'humanité.

Cependant, l'œuvre de solidarité se déroule irrésistible. Ce qu'il faut, c'est la généraliser et l'accélérer. Le Gouvernement belge a été amené, sur un objet défini, à la nécessité d'une entente internationale directe. Invité par le Gouvernement anglais à soumettre leur différend sur la liberté commerciale à l'arbitrage, en vertu de l'article 12 de l'Acte de Berlin, le Gouvernement belge s'est armé de l'article 84 de l'Acte de la nouvelle Conférence de La Haye, et a invoqué la nécessité manifeste et juste d'une interprétation commune à tout le bassin conventionnel du Congo. Et il n'a pas hésité à mettre, au-dessus d'un arbitrage commun, une entente directe, après l'annexion, entre toutes les Puissances possédant des territoires dans cette région. C'est là sans doute un témoignage éloquent de la logique de l'histoire, mais le Gouvernement belge ne fait là encore qu'un imparfait appel à la solidarité. La Conférence nouvelle ne doit pas seulement réunir les Puissances ayant des intérêts territoriaux dans le bassin, elle doit réunir toutes les Puissances signataires, le texte même de l'article 12 rend l'intervention facultative pour toutes ; toutes ont un intérêt à la juste détermination des conditions de la liberté commerciale ; toutes ont intérêt à réaliser des conditions de paix dans l'Afrique centrale, car toutes ont les intérêts généraux de la civilisation et de l'humanité et, par-dessus tout, des indigènes à défendre. Une politique étroite pourrait opposer des intérêts économiques collectifs à l'intérêt mondial lui-même, et, en oubliant l'esprit, le texte même des traités, susciter des différends nouveaux.

La nécessité de la Conférence s'impose non seulement pour interpréter les actes passés, mais pour préparer un avenir meilleur, et, avant tout, pour soustraire à d'inextricables difficultés. Dans la correspondance diplomatique, par exemple, le Gouvernement anglais a invoqué l'article 34 de l'Acte de Berlin, fixant les conditions à remplir, pour que des occupations nouvelles en Afrique soient considérées comme effectives. Le Gouvernement belge conteste énergiquement cette application de l'article 34. Mais si le Gouvernement anglais revenait à la charge, qui ne voit se dérouler de nouveau ici la chaîne de tout à l'heure ? L'arbitrage proposé en vertu de l'article 12 pour fixer le sens de l'article 34, l'intervention nécessaire à cet arbitrage de toutes les Puissances signataires, en vertu de l'article 84 de la Conférence de La Haye, puisque évidemment cet article les intéresse toutes, et finalement une solution plus simple, plus rationnelle, plus rapide, une Conférence nouvelle

de toutes les Puissances. Mais cette Conférence va-t-elle seulement interpréter le texte conventionnel? N'est-il pas évident que ce qui importe, ce n'est pas de fixer le sens de l'article 34, mais de fixer l'étendue des réformes qui doivent être effectivement accomplies? La controverse juridique disparaît, le problème économique et social de l'Afrique centrale apparaît.

C'est pourquoi nous faisons appel au plus puissant organe de la solidarité humaine. Par deux fois elle a été la voix de l'humanité, elle doit l'être encore. Comme dans cette double intervention de 1885 et de 1890, comme dans toutes les grandes manifestations de la conscience collective, la Conférence pourra transporter rapidement, dans les faits, des principes dont l'application, au sein des nations isolées, est plus lente et plus profondément contrariée par la résistance des intérêts. C'est que, s'élevant au-dessus des intérêts particuliers et des intérêts nationaux, s'éloignant des préoccupations immédiates et contingentes ou matérielles, elle se rapproche davantage, dans la généralité même de ses considérations, de ce que Renan appelait l'*Humain*.

Rien n'est plus instructif que son origine même. Qu'est-ce que la Conférence de Berlin? C'est une réponse de la France et de l'Allemagne, des patries de la Révolution et de la Philosophie, à la tentative d'un concert égoïste entre le Portugal et l'Angleterre, pour s'assurer dans le bassin du Congo une situation privilégiée. D'un bond, la Conférence s'élève à la liberté absolue du commerce, à l'égalité absolue des droits des nations, d'une part, de l'autre, elle propose la conservation et la civilisation des indigènes, comme l'objet d'une véritable tutelle des nations civilisées. Ce fut un moment solennel dans l'histoire de l'humanité, comme celui de la déclaration des droits de l'homme.

C'est ainsi qu'elle peut poursuivre son œuvre, en contractant pour ainsi dire dans le temps, les lentes et inégales évolutions des nations séparées. Elle fait disparaître d'innombrables obstacles aux réformes en les généralisant, elle leur donne un caractère plus décisif et plus radical par la généralisation même; elle enlève aux égoïsmes collectifs nationaux et aux égoïsmes individuels, tout prétexte à maintenir les abus, en se prévalant de l'exemple des autres; elle hâte les réformes en les rendant communes; elle discipline les égoïsmes en faisant converger contre leurs tentatives toutes les puissances morales, tous les sentiments supérieurs des peuples civilisés; et, pendant qu'elle hâte les réformes en les rendant communes, elle les consolide, elle les préserve du recul, en jetant les fondements d'un droit contractuel qui relie les nations, et coordonne leurs efforts dans la direction même du progrès de l'humanité. Voilà ce que l'histoire nous autorise à attendre de la Conférence internationale.

Nous réclamons surtout de cette glorieuse institution une déclaration complète, plus précise, des droits des indigènes, des droits et des devoirs réciproques des nations civilisées dans leurs rapports coloniaux.

Le travail forcé condamné par les consciences subsiste à des degrés différents de sévérité et de cruauté. Supprimé dans un grand nombre de colonies anglaises, réduit dans d'autres à la forme atténuée de corvées purement locales, il présente ailleurs, même réduit à l'impôt comme au Congo, les formes redoutables du contingent, de l'esclavage de cinq ans, de l'impôt du caoutchouc et du portage. Il appartient à la Conférence de réunir, conformé-

ment à l'article 36 de l'Acte de Berlin, les témoignages des nations colonisatrices accumulés depuis près d'un quart de siècle, et de réduire à néant cette thèse esclavagiste d'une psychologie fausse, que l'indigène ne se livre au travail que sous le fouet de la contrainte.

L'abolition générale du travail forcé prolongera cette série de manifestations du respect de l'homme et de la dignité humaine, qui se sont successivement traduites, dans les actes de la Conférence, par l'obligation de la conservation des races indigènes, et par l'abolition de la traite. Ce sera l'abolition de l'esclavage temporaire et dissimulé. Conçue comme nécessaire par tous les États, mais retardée sans délai déterminé, elle sera précipitée et définitivement consommée par la Conférence. Grâce à elle les indigènes entreront définitivement dans ce que Katt appelait le royaume des fins.

La consécration nette, décisive des droits réels des indigènes accompagne celle de leur liberté. C'est là qu'il importe de fixer définitivement les principes, en jetant sur les mœurs, les coutumes et les conditions économiques des indigènes, toutes les lumières de la science et de l'expérience. Plus on s'éclaire et plus on tend à élargir ici les droits des indigènes; à peine le décret de 1906 est-il mis en pratique que les critiques s'élèvent, et des coloniaux, comme M. Lothaire, soutiennent que ce n'est pas le triple de la superficie occupée, mais vingt fois cette superficie qui répond aux besoins réels.

Cette tendance est bien marquée par le cas de ce fonctionnaire du Protectorat est-africain, qui démissionne parce qu'il a été obligé, à son grand scandale, d'annuler des concessions dans l'intérêt des indigènes; et quelles leçons ne renferment pas les expériences de la Sénégambie et du Sud-Cameroun, où les réserves des indigènes ont absorbé à peu près tout le territoire? Le mot d'un théoricien de la colonisation appliqué au Congo français sera vrai dans tout le bassin : On ne fera taire les réclamations que par la juste délimitation des droits réels des indigènes.

La consécration des droits des indigènes aux produits de leur sol marquera une nouvelle phase de l'histoire de la civilisation. Elle ouvrira définitivement l'ère des échanges monétaires, l'une des plus importantes de l'évolution économique. Et cette ère ne s'ouvrira que par là.

Il semble que ce soit se perdre dans l'utopie que de proposer, comme objet de délibération internationale, la transformation du bassin conventionnel en colonie internationale. Assurément il serait téméraire de rêver une constitution politique unitaire pour ce bassin, comme s'il relevait directement et exclusivement d'une Puissance unique, aux mains de laquelle toutes les nations coloniales auraient abdiqué; mais ce qui ne peut se constituer sous forme centralisée peut se constituer sous la forme *fédérative*. L'idée d'une fédération coloniale exprimée par H. Lambert est la vraie, mais il faut y ajouter : fédération du bassin conventionnel *sous le protectorat de l'ensemble des nations civilisées du monde*. C'est là la perspective qui s'ouvre devant nous. L'œuvre est progressive, les liens des colonies se multiplient, se resserrent, un réseau de garanties limite les souverainetés nationales, en même temps qu'elles fortifient la puissance de la collectivité, sa capacité pour le progrès et pour le bien.

L'œuvre collective de colonisation du bassin conventionnel eut pour

élément initial une convention relative à la navigation du Congo; de Laveleye lui-même ramenait l'action collective à un acte analogue à celui qui régit les bouches du Danube. L'acte de Berlin étendit singulièrement l'entreprise commencée, l'acte de Bruxelles la compliqua davantage. Pourquoi des actes nouveaux ne donneraient-ils pas un caractère de plus en plus organique à cette entreprise gigantesque d'éducation des races attardées, et de pacification entre les nations civilisées? Car, au-dessus de toute cette constitution juridique progressive, plane l'idée maîtresse d'une tutelle des nations civilisées, constituée, comme on l'a dit à Berlin, en un vaste et pacifique conseil de famille.

Nous laissons, sans aucune espérance, subsister, dans le texte de la proposition déposée avant le vote de l'annexion, le paragraphe relatif à l'internationalisation de l'Etat Indépendant. Ce fut la foi d'un de Laveleye, elle est restée la nôtre; on y reviendrait sans aucune diminution de dignité, parce qu'il s'agit d'une œuvre collective et humaine par essence, l'éducation des peuples enfants; on y reviendra peut-être pour échapper aux charges et aux risques de la colonisation même.

L'adhésion à la première partie de la proposition n'implique pas d'ailleurs nécessairement l'adhésion à la seconde partie.

H. DENIS.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE UNIQUE.**

En vertu de l'article 36 de l'Acte de Berlin, le Gouvernement sollicitera des Puissances signataires une réunion nouvelle, en vue de rechercher en commun, et d'introduire, d'un accord unanime, dans cet Acte, les modifications et les améliorations dont l'expérience aura démontré la nécessité.

Le programme proposé à une Conférence nouvelle, comprendra la transformation de l'ensemble du Bassin conventionnel du Congo, ou tout au moins de la colonie belge, en une colonie internationale.

EENIG ARTIKEL.

Uit kracht van artikel 36 der Akte van Berlijn, zal de Regeering de noodige stappen doen bij de Mogendheden, die de Akte onderteekenden, opdat eene nieuwe bijeenkomst worde belegd ten einde te samen te onderzoeken en eenstemmig in bedoelde Akte op te nemen de wijzigingen en verbeteringen waarvan de noodzakelijkheid door de ondervinding is bewezen.

Het aan eene nieuwe Conferentie voorgelgd programma zal bevatten het vervormen van het geheel van het conventionele Congobekken of ten minste van de Belgische kolonie in eene internationale kolonie.

H. DENIS.
E. ANSERE.
E. ROYER.
P. VANLANGENDONCK.
J. WAUTERS
EUGÈNE BERLOZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 AUGUSTUS 1908.

Wetsvoorstel tot het beleggen van eene nieuwe Bijeenkomst der Mogendheden
die de Akte van Berlijn ondertekenden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Conferentie van Berlijn meende dat haar werk vatbaar was voor volmaking, en achtte het daarin gehuldigde beginsel van solidariteit geroepen om zich geleidelijk te ontwikkelen. Hetzelfde geval doet zich voor met de Conferentie te 's Gravenhage en met de Internationale Conferentie tot bescherming van den arbeid : haar belang ligt niet enkel in hetgeen zij hebben verricht, maar in de kiemen van kracht die de toekomst moet ontvouwen en ontwikkelen. « Als eens de stoot zal gegeven zijn », lezen wij in de bijlage van het VIII^e protocol, « en als ernstige verbeteringen zullen verwezenlijkt zijn, dan zullen waarschijnlijk vergezichten van nieuwe behoeften opengaan en het oogenblik kan komen waarop wijze zorg voor de toekomst de herziening zal vragen van een stelsel dat vooral in een tijd van schepping en vervorming werd aangenomen. »

Daartoe wordt geen andere voorwaarde gesteld dan de eensgezindheid der Mogendheden, door de feiten geleerd. De lessen der ondervinding moesten volstaan om de overeenstemming te bewerken tusschen behoud en vooruitgang, tusschen de eischen van de toekomst en den eerbied voor vroegere beslissingen. Zoo kwam men tot het inlasschen van de volgende bepaling : « De Mogendheden, die de huidige Akte ondertekenen, behouden zich voor, ze later mits ieders goedkeuring te wijzigen en te verbeteren, zoo dit door de ervaring nuttig wordt bevonden ». Het is op deze bepaling dat wij steunen.

De Brusselsche Conferentie van 1889-90 verbreedde reeds die van

Berlijn. Niet enkel maakt zij de beteugeling van den slavenhandel tot een vast gevormd stelsel, niet enkel wijzigt zij de tolregeling; zij vestigt ook nieuwe bepalingen ter bescherming van de inboorlingen. De inrichtingen ter beteugeling van den slavenhandel worden toevluchtsoorden niet enkel voor de zwarte stammen van den Staat tot welken de plaats behoort, maar ook voor al de andere die in dringend gevaar verkeerden. De bescherming wordt aldus geïnternationaliseerd. Die posten hebben zelfs ten doel, de binnenslandsche stamoorlogen te doen afnemen door het *scheidsgerecht* in te voeren. Maar heeft men gedacht op de verplichtingen die voor de koloniseerende landen voortvloeien uit de algemeene invoering van het scheidsgerecht onder de inlandsche volksstammen? De inrichting der inlandsche troepen, hunne beteugelende of voorbehoedende werking, hunne trouw aan de blanken berusten vooral op de vijandschap onder de stammen, waarvan de blanken zelf schandelijk partij trekken. Door het scheidsgerecht den vrede onder die stammen te stichten, hunne samenspanning, hun algemeenen opstand te beletten, dat wil niets minder zeggen dan de plechtige verbintenis aangaan om in het zwarteland de rechtvaardigheid en de menschlievendheid te doen heerschen.

Intusschen gaat het werk van solidariteit onweerstaanbaar voort. Maar thans geldt het, dat werk uit te breiden en te bespoedigen. De Belgische Regeering werd, op een bijzonder punt, genoodzaakt tot een rechtstreeksche internationale overeenkomst. Zij werd immers door de Engelsche Regeering aangezocht om hun geschil aangaande de vrijheid van koophandel te onderwerpen aan het scheidsgerecht, krachtens artikel 12 van de Akte van Berlijn; de Belgische Regeering beriep zich op artikel 84 van de Akte der nieuwe Conferentie van den Haag en beweerde dat het klaarblijkend noodzakelijk en rechtvaardig was, dienzelfden maatregel toe te passen op het heele conventioneele Congogebied. En de Regeering verkoos zonder aarzelen boven een gemeenschappelijk scheidsgerecht een rechtstreeksche overeenkomst, na de overname, tusschen al de Mogendheden die in deze streken bezittingen hebben. Dat is ongetwijfeld een welsprekend bewijs van de logica der geschiedenis, maar toch doet daarmee de Belgische Regeering nog slechts een halven oproep tot de solidariteit. De nieuwe Conferentie moet niet enkel de Mogendheden vereenigen, die territoriale belangen hebben in het Congogebied, ze moet al de Mogendheden bijeenroepen die de Akte onderteekenden: volgens den tekst zelf van artikel 12 mogen ze alle tusschenbeide komen; alle hebben belang bij eene juiste bepaling van de voorwaarden der handelsvrijheid; alle hebben belang bij het onderhoud van den vrede in Midden-Afrika, want alle hebben voor zending, de algemeene belangen der beschaving en der menschlievendheid en bovenal der inboorlingen voor te staan. Eene kleingeestige politiek zou de gezamenlijke oeconomische belangen kunnen stellen tegenover het wereldbelang zelf; aldus zou ze den tekst zelf der verdragen doen zondigen tegen den geest en bijgevolg nieuwe geschillen doen oprijzen.

Niet enkel is eene Conferentie volstrekt noodig om de vroegere Akten

te verklaren, zij is ook noodig om een betere toekomst voor te bereiden en, vóór alles, om onontwarbare moeilijkheden te voorkomen. In de diplomatische briefwisseling, bij voorbeeld, steunde de Engelsche Regeering op artikel 34 der Akte van Berlijn, waarbij de voorwaarden worden bepaald die moeten vervuld worden om nienwe bezettingen in Afrika als werkelijke bezettingen te doen aannemen. De Belgische Regeering komt uit al haar kracht op tegen deze toepassing van artikel 34. Maar, indien de Engelsche Regeering hare meening heropdischt, dan komt de heele reeks moeilijkheden weer te voorschijn : het scheidsgerecht voorgesteld krachtens artikel 42 om den zin van artikel 34 te bepalen, de noodzakelijke tusschenkomst in dit scheidsgerecht van al de Mogendheden die de Akte van Berlijn onderteekenden — en wel krachtens artikel 84 der Conferentie van den Haag, artikel waarbij klaarblijkelijk alle belang hebben — eindelijk, een eenvoudiger, redematiger, spoediger oplossing, eene nieuwe Conferentie van al de Mogendheden. Maar zal deze Conferentie enkel voor zending hebben, den overeengekomen tekst te verklaren? Is het niet klaar dat het er hier om te doen is, niet den zin van artikel 34 te bepalen, maar wel het veld der hervormingen af te bakénen, die volstrekt moeten worden ingevoerd? Het rechtskundig strijdgeschrijf verdwijnt, het oeconomisch en sociaal vraagstuk voor Midden-Afrika treedt op.

Daarom doen wij een beroep op den machtigsten tolk van het menschelijk gemeenschapsgevoel. Tot tweemaal toe was de Conferentie de stem der menschheid, zij moet het nog zijn. Zooals in die tusschenkomst én van 1885 én van 1890, zooals in al de groote uitingen van het gemeenschappelijk geweten, zal de Conferentie gemakkelijk tot werkelijkheid kunnen maken grondbeginselen waarvan de toepassing in de afgezonderde natiën trager gaat en wordt tegengehouden door den weerstand der belangen. Als zij zich eenmaal verheft boven de bijzondere en nationale belangen, de onmiddellijke en betrekkelijke of stoffelijke bezorgheid, komt zij, in al hare algemeene beschouwingen zelve, nader tot wat Renan het *Menschelijke* noemde.

Niets is leerrijker dan haar oorsprong zelf. Wat is de Conferentie van Berlijn? Een antwoord van Frankrijk en Duitschland, het vaderland der Omwenteling en het vaderland der Wijsbegeerte, op de poging tot een zelfzuchtige overeenkomst tusschen Portugal en Engeland om zich in de Congostreek een bevoorreen toestand te verzekeren. Met éénen sprong verheft zich de Conferentie tot de volstrekte vrijheid van koophandel, tot de volstrekte gelijkheid der natiën, aan den eenen kant; aan den anderen kant stelt zij het behoud en de beschaving der inboorlingen voor als het voorwerp van een wezenlijke voorgedij van wege de beschaafde natiën. Het was een plichtig oogenblik in de geschiedenis der menschheid, evenzeer als dat van de verklaring der rechten van den mensch.

Zoo kan zij haar werk voortzetten, samentrekkend als 't ware in den tijd de trage en ongelijke evolutiën der gescheiden natiën. Zij doet ontelbare hinderpalen voor de hervormingen verdwijnen door deze algemeen te maken; zij geeft hun een meer beslissend en doordrijvend karakter door dit

algemeen maken zelf; zij ontnemt aan gemeenschappelijke nationale zelfzucht en aan persoonlijke zelfzucht elk voorwendsel tot voortzetting der misbruiken, dat op het voorbeeld van anderen zou willen steunen; zij bespoedigt de hervormingen door ze gemeen te maken; zij brengt tucht onder de vormen van zelfzucht door al de zedelijke krachten, al de hoogere gevoelens der beschaafde volkeren te richten tegen de egoïstische pogingen, en terwijl zij door dit gemeen maken de hervormingen bespoedigt, bevestigt zij die en vrijwaart ze voor achteruitgang door de vestiging van een contractueel recht dat de natiën verbindt en hare pogingen samenleidt in de richting zelve van den voortgang der menschheid. Dat mogen wij, volgens het verleden, verwachten van de Internationale Conferentie.

Van die roemrijke instelling eischen wij vooral eene volledige, meer bepaalde verklaring van de rechten der inboorlingen, van de wederzijdsche rechten en plichten der beschaafde natiën in hare koloniale betrekkingen.

De gedwongen arbeid, door het geweten veroordeeld, blijft bestaan met verschillende graden van strengheid en wreedheid. In een groot getal Engelsche koloniën afgeschaft, in andere tot den getemperden vorm van louter plaatselijke karweien beperkt, verrees hij elders, zelfs tot de belasting beperkt, zooals in den Congo, onder de vreeselijke gedaante van het contingent, van de slavernij van vijf jaar, van de belasting van het caoutchouc en van het dragen. Het behoort aan de Conferentie, overeenkomstig artikel 36 der Akte van Berlijn, de sinds ongeveer eene halve eeuw opgehoopte getuigenissen der koloniseerende natiën in te zamelen en de stelling te vernietigen van eene valsche psychologie, voorstander van slavenhandel, als zou de inboorling slechts onder dwang arbeiden.

De algemeene afschaffing van den gedwongen arbeid zal die reeks verlenigen der uitingen van eerbied voor den mensch en voor de menschelijke waardigheid, die achtereenvolgens in de daden der Conferentie werden vertolkt door de verplichting tot behoud der inlandsche rassen en de afschaffing van den slavenhandel. Dat zal de afschaffing zijn van de tijdelijke en bedekte slavernij. Door al de Staten werd zij als noodzakelijk erkend, doch zonder bepaalden termijn uitgesteld; maar door de Conferentie zal zij bespoedigd worden en eindelijk geheel worden uitgeroeid. Dank zij hare werking, zullen de inboorlingen voorgoed hunne intrede doen in hetgeen Katt het rijk der gelouterden noemde.

De klare, bepaalde huldiging van de zakelijke rechten der inboorlingen gaat gepaard met de huldiging hunner vrijheid. Op dit punt vooral is het van belang, de grondbeginselen voorgoed te regelen door op de zeden, de gebruiken en de oeconomische toestanden der inboorlingen het licht der wetenschap en der ondervinding te werpen. Hoe beter rekenschap men zich van den toestand geeft, hoe meer men hier streeft naar uitbreiding van de rechten der inboorlingen; nauwelijks is het decreet van 1906 van kracht of er ontstaat critiek, en kolonialeu als de heer Lothaire beweren dat niet driemaal maar twintigmaal de bezette oppervlakte aan de wezenlijke behoeften voldoet.

Die strekking is goed geteekend door het geval van dien ambtenaar van het Oost-Afrikaansche Protectoraat welke zijn ontslag neemt omdat hij, tot zijne groote ergernis, gedwongen werd concessies in het belang der inboorlingen nietig te verklaren; en wat al lessen zijn er niet besloten in de proefnemingen van Senegambië en Zuid-Cameroun waar gronden, aan de inboorlingen voorbehouden, ongeveer gansch het grondgebied opslochten? Het woord van een theoreticus der colonisatie, op den Franschen Congo toegepast, zal in heel het gebied van toepassing wezen: Men zal de klachten slechts doen ophouden door de juiste bepaling van de zakelijke rechten der inboorlingen.

De bekrachtiging van de rechten der inboorlingen op de producten van hunnen grond zal een nieuw tijdperk in de geschiedenis der beschaving huldigen. Zij zal voorgoed den tijd openen van den muntomloop, een der belangrijkste in de oeconomische ontwikkeling. En eerst na deze hervorming zal die tijd beginnen.

Het kan hersenschimmig schijnen, als onderwerp van internationale beraadslaging voor te stellen de vervorming van het conventionele Congogebied tot internationale kolonie. Het ware voorzeker roekeloos ééne politieke inrichting voor dit gebied te droomen, alsof die streek rechtstreeks en uitsluitend afhangt van eene enkele mogendheid in wier handen al de koloniale landen afstand zouden gedaan hebben; maar wat niet kan ingericht worden onder vorm van centralisatie kan het worden onder vorm van een *Bond*. De gedachte van een kolonialen bond, door den heer H. Lambert uitgedrukt, is de ware, doch daaraan moet men toevoegen: bond van het conventionele Congogebied *onder de bescherming van de gezamenlijke beschaafde natiën der wereld*. Dat vooruitzicht ligt voor ons open. Het geldt hier een werk dat trapsgewijze moet gaan; de onderlinge banden der koloniën worden menigvuldiger; een net van waarborgen beperkt de souvereiniteit der natiën en versterkt tevens de macht der gemeenschap, hare vatbaarheid voor den vooruitgang en voor het goede.

Het gemeenschappelijk werk der kolonisatie van het conventionele Congogebied ving aan door eene overeenkomst betreffende de bevaring van den Congostroom; de Laveleye zelf stelde de gemeenschappelijke werking voor als eene akte in den aard van die waardoor de monding van den Donau wordt beheerd. De akte van Berlijn breidde de aangevangen onderneming sterk uit, de akte van Brussel wikkeld ze nog meer in. Waarom zouden nieuwe akten niet een steeds meer organisch karakter geven aan die reusachtige onderneming tot opvoeding der verachterde rassen en tot het brengen van vrede onder de beschaafde natiën? Immers, boven die heele geleidelijke juridische inrichting zweeft de hoofdgedachte van eene voorgedij der beschaafde natiën, optredende, zooals te Berlijn gezegd werd, als een ruime en vreedzame familieraad.

Zonder eenige hoop laten wij in den tekst van het voorstel, neergelegd vóór de stemming van de overname, het lid bestaan betreffende de internationaliseering van den Onafhankelijken Congostaat. de Laveleye geloofde in

die mogelijkheid; wij blijven er ook in gelooven; een dergelijk ontwerp kon nog worden uitgevoerd, zonder het geringste deel onzer waardigheid af te staan; het geldt hier immers een gezamenlijk werk, menschelijk in de hoogste mate : de opvoeding der volkeren in hun kinderjaren; men zal misschien later er zijn toevlucht toe nemen om te ontsnappen aan de lasten en de gevaren der kolonisatie zelve.

De aansluiting bij het eerste gedeelte van het voorstel houdt overigens niet noodzakelijk de aansluiting in bij het tweede deel.

H. DENIS.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE UNIQUE.**

En vertu de l'article 36 de l'Acte de Berlin, le Gouvernement sollicitera des Puissances signataires une réunion nouvelle, en vue de rechercher en commun, et d'introduire, d'un accord unanime, dans cet Acte, les modifications et les améliorations dont l'expérience aura démontré la nécessité.

Le programme proposé à une Conférence nouvelle, comprendra la transformation de l'ensemble du Bassin conventionnel du Congo, ou tout au moins de la colonie belge, en une colonie internationale.

WETSVOORSTEL.**EENIG ARTIKEL.**

Uit krachte van artikel 36 der Akte van Berlijn, zal de Regeering de noodige stappen doen bij de Mogendheden, die de Akte onderteekenden, opdat eene nieuwe bijeenkomst worde belegd ten einde te samen te onderzoeken en eenstemmig in bedoelde Akte op te nemen de wijzigingen en verbeteringen waarvan de noodzakelijkheid door de ondervinding is bewezen.

Het aan eene nieuwe Conferentie voorgelegd programma zal bevatten het vervormen van het geheel van het conventionele Congobekken of ten minste van de Belgische kolonie in eene internationale kolonie.

H. DENIS.

E. ANSEELE.

E. ROYER.

P. VANLANGENDONCK.

J. WAUTERS.

EUGÈNE BERLOZ.

